prospective

La démocratie face aux deepfakes

LA **CHRONIQUE** d'**Asma Mhalla**

Lorsqu'on m'interroge sur l'impact de l'intelligence artificielle (IA), je tente toujours de démystifier les narratifs autour d'une technologie qui agit comme une infrastructure civilisationnelle, ce que je décris comme l'« InfraSystème » du XXIe siècle dans mon dernier ouvrage, « Technopolitique » (Seuil). Mais mon inquiétude est grande quant à la répercussion du choc technologique sur la fabrique des savoirs et de l'information. L'acte de s'informer touche à des aspects fondamentaux de la connaissance, de la capacité à faire société. Ces questions-là sont philosophiquement éternelles, réactivées par ce coefficient amplificateur du réel qu'est la technologie. Grâce à l'IA générative, les deepfakes sont l'une des ruptures que nous éprouvons. En ce mois d'avril, deux faux comptes, « Léna Maréchal » et « Amandine Le Pen », engrangent des millions de vues sur TikTok. Des fausses influenceuses y incarnent un discours sexy, l'extrême droite paraît « cool ».

Nouvelle norme

Ceci n'est pas une anecdote mais une nouvelle norme. Dans une étude menée par l'Ifop, 94 % des sondés n'ont pas été en mesure d'établir la véracité ou non d'un des contenus soumis. Selon Newsguard, 20 % des vidéos diffusées sur TikTok colportent de la désinformation. Les influenceurs synthétiques se banalisent, cumulant des millions d'abonnés, à l'image de la Brésilienne Lu do Magalu (7 millions de suiveurs sur TikTok). En Argentine, le concept de « cheapfakes » a pris ses galons : il s'agit ici de deepfakes grossièrement exécutés, à la viralité extraordinaire parce que support à la rumeur, la haine.

A cela, les réponses institutionnelles sont mal-opérantes (modération), techniquement faillibles (watermarking), vagues (Emmanuel Macron et son interdiction des écrans) ou placebo bien que nécessaires (fact-checking). Nous sommes loin d'une politique publique qui accompagne ces deux tensions : entre le vrai et le faux, entre le temps long (trajectoire d'une nation) et l'ultra-vitesse de propagation. Construire de nouveaux repères et réflexes cognitifs prendra du temps. Dans l'intervalle, que faire ? Si l'hégémonie culturelle des démagogies extrêmes passe par la massification d'images et de narratifs dopés à l'IA alors nous devons aller sur ce terrain-là, sur une double temporalité : le temps long (préparer la prochaine génération de citoyens à la bonne distance) ; l'immédiat en jouant à armes égales, en faisant du « massive drowning » de contenus sexy au service de l'information, de la connaissance. Des médias, comme « Le Monde », ou des centres culturels, tel Cap Sciences, ont déjà pris ce virage.

La première des verticalités est l'exemplarité, celle des responsables politiques. Chiche ?

Asma Mhalla est spécialiste des enjeux politiques et géopolitiques de la Tech, enseignante à Sciences Po et Columbia GC.

SUR LE **WEB**

L'INVENTION Une start-up développe un système d'imagerie médicale de détection du cancer du sein qui s'appuie sur les ultrasons et l'IA
A lire sur lesechos.fr/idees-debats/sciences-prospective

Newsletter sciences & prospective
Médecine, biologie, climatologie, espace, archéologie… Chaque samedi, un concentré d'expertise pour mieux comprendre le monde.
Abonnement gratuit sur lesechos.fr/newsletters

Dessin Mailys Glaize pour « Les Echos »

CLIMAT // La moitié de la population mondiale vit dans des zones très vulnérables au changement climatique. 200 millions de personnes pourraient devoir quitter leurs habitations d'ici à 2050.

Le grand déménagement à venir

Riva Brinet-Spiesser

En racontant l'aventure des premiers migrants climatiques dans « Les Raisins de la colère », John Steinbeck cherchait-il à nous alerter ? Nous sommes dans les années 1930, les grandes plaines du sud des Etats-Unis sont ravagées par la sécheresse et par de violentes tempêtes de sable. Des milliers de paysans quittent leurs terres pour s'installer dans les vallées fertiles de Californie et y fonder l'Etat qui est aujourd'hui le plus peuplé du pays !

Un siècle plus tard, de telles mobilités sont plus que jamais d'actualité. Le Giec estime que près de la moitié de la population mondiale vit dans des zones hautement vulnérables au changement climatique. Selon la Banque Mondiale, environ 200 millions de personnes pourraient être contraintes de quitter leur habitation pour survivre d'ici à 2050.

Les villes côtières sont surveillées de près, comme ces mégapoles construites sur des sols sablonneux qui s'enfoncent sous leur propre poids. Ce phénomène géologique, combiné à la montée du niveau de la mer, accroît le risque de submersion. Sur la liste : Miami ou Boston aux Etats-Unis, et de nombreuses villes d'Asie. En Indonésie, des travaux ont déjà commencé, par exemple, pour déplacer la capitale de Jakarta à l'île voisine de Bornéo. Depuis une dizaine d'années, le Vietnam déplace les villageois du delta du Mékong vers les hauteurs dans le cadre de son programme « Living with Floods ».

La France n'est pas en reste. L'érosion du trait de côte menacerait 7.000 logements à Lacanau (Nouvelle-Aquitaine) d'ici à 2050 et il a déjà donné lieu à la destruction de l'immeuble Signal à Soulac-sur-Mer en février 2023. *« Nous habiterons peut-être plus loin des côtés, ce qui implique que certaines villes devront se préparer à accueillir de nouveaux habitants et à les loger en zones sûres. En France, ce sera probablement le cas de Bordeaux »,* projette Sylvain Ponserre, géographe à l'IDMC (Internal Displacement Monitorning Centre).

Autre facteur qui redessine les bassins démographiques : la sécheresse. La bande sahélienne en Afrique y est fortement exposée et le manque de végétation devrait inciter les populations pastorales à vendre leur bétail pour s'installer en ville. Problème : les capitales sont déjà vulnérables. A Niamey, au Niger, les terrains disponibles se situent en zone inondable. Au Sénégal, Dakar souffre d'une forte densité et est déjà exposée aux risques climatiques. *« Les villes secondaires pourraient devenir des zones refuges dans lesquelles les Etats devront investir pour créer de l'emploi »,* observe Flore Gubert, économiste et directrice de recherche à l'IRD (Institut de recherche pour le développement).

Les chiffres clés

• 7 millions
Le nombre de personnes déplacées en raison de catastrophes climatiques, fin 2020.

• 49 % des déplacements
Les inondations sont les principales responsables, devant les tempêtes (37 %), les sécheresses (1 %) et les incendies (1 %).

• 90 % de motifs météorologiques
Les 10 % restants sont liés aux risques géophysiques (séismes, éruptions volcaniques, tsunamis…).

L'Espagne menacée de désertification

En Europe, 78 % de la superficie de l'Espagne se trouve en danger de désertification, selon le ministère de la Transition écologique. *« Dans les années à venir, une partie de la population va sans doute décider de migrer, en France, voire plus au nord de l'Union européenne »,* prévoit Sylvain Ponserre. A des échelles plus locales, l'intensification des vagues de chaleur prévue par le Giec rebat les cartes. *« Les migrations des villes vers les campagnes vont s'intensifier. Les chaleurs nocturnes, supérieures de 7 °C en milieu urbain, vont rendre les villes difficilement supportables »,* constate François Lavessière, fondateur du site Où-vivre, une plateforme cartographique d'aide à la décision en stratégie résidentielle.

Se pose alors une question : sommes-nous prêts à repenser dès à présent notre lieu d'habitation ? En juin 2022, une étude OpinionWay évaluait à 38 % la part des 18-30 ans envisageant de quitter leur région pour être moins exposés au changement climatique. *« Migrer pour des raisons climatiques était jusque-là vécu comme quelque chose de lointain, réservé aux populations du Sud. Les Français l'envisagent maintenant pour eux-mêmes »,* remarque François Gemenne, auteur principal du Giec et spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement.

François Lavessière nuance. Pour lui, il s'agit encore d'un *« mouvement à bas bruit »,* réservé à une frange de la population ayant les moyens financiers et informationnels d'investir ailleurs. Cette question des ressources se pose d'autant plus dans les pays en voie de développement. D'après les premiers résultats du projet Habitable, financé à hauteur de 6,8 millions d'euros par la Commission européenne pour étudier la manière dont le réchauffement climatique affecte les migrations, *« les déplacements se font à l'échelle locale, de la campagne vers une ville voisine ou entre deux villes proches, car traverser une frontière coûte cher. A l'inverse de ce que l'on peut croire, la plupart des personnes en Afrique souhaitent rester dans leur pays plutôt que rejoindre l'Europe »,* avance Sylvain Ponserre, membre du projet.

> La diagonale qui traverse la France depuis le nord-est en passant par le centre du pays devrait un temps échapper à la sécheresse et aux vagues de chaleur.

Alors, où poser ses valises ? La diagonale qui traverse la France depuis le nord-est en passant par le centre du pays devrait un temps échapper à la sécheresse et aux vagues de chaleur. En Europe, les pays scandinaves et la Russie seront peut-être épargnés, avec un climat plus doux et une production agricole meilleure. *« Il faut être vigilant à certaines idées préconçues »,* prévient Jean-Michel Soubeyroux, directeur adjoint de la climatologie à Météo-France. Si la Bretagne est à l'abri des vagues de chaleur, elle fera face à des problématiques d'accès à l'eau, sa géologie limitant ses réserves souterraines. *« Nous allons devoir adapter la démographie en fonction de la ressource en eau et tout le monde ne pourra pas vivre où il en a envie »,* complète l'expert.

François Lavessière craint, lui, des risques d'emballement autour de certaines régions : *« Les palmarès qui classent les villes où il fait bon vivre et investir sont contre-productifs. Ils recréent ailleurs les problèmes que les personnes ont cherché à fuir. »* Selon François Gemenne, ces choix reposent en réalité sur des ressorts complexes : *« Nous avons tendance à déterminer le niveau d'habitabilité à partir de seuils physiques, comme la hauteur de la montée des eaux ou la température maximale acceptable. Celui-ci dépend en réalité de perceptions subjectives, fonction de sa propre appréhension du risque et de sa capacité de résilience. »* Le véritable empêchement à ces mobilités ne serait-il pas aussi notre ancrage local ? Des racines que même des catastrophes naturelles ne parviennent pas à arracher. ■

Avec la montée du niveau de la mer, certaines villes côtières risquent d'être submergées. *Photo Andbz/Abaca*

Comment l'ONU aide les villes

L'initiative Making Cities Resilient 2030, portée par le Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), s'est donné pour mission de créer des partenariats mondiaux entre grandes villes afin que celles-ci puissent partager leurs expériences et leurs bonnes pratiques. *« Les villes vont devenir des refuges,* souligne Sébastien Penzini, chef adjoint régional à l'UNDRR. *Une ville résiliente au changement climatique saura limiter l'exode de sa population et attirera celles qui veulent migrer. »* L'année dernière, une délégation de capitales de pays d'Asie centrale a rencontré les autorités de Manchester, au Royaume-Uni. Après l'attentat du Manchester Arena, en 2017, cette ville est devenue l'une des plus avancées d'Europe en matière d'adaptation au risque de catastrophe. Elle a notamment développé un savoir-faire face aux inondations.